

sions, les devises doivent être achetées par la banque agréée à l'intérieur du délai de validité.

B) Crédit au bénéfice de l'exportateur

1) Crédit dans le pays de l'exportateur

Les banques agréées sont autorisées à escompter les effets tirés par les exportateurs sur leurs clients si la date d'échéance n'est pas postérieure à celle de la validité du modèle "E".

Les banques agréées peuvent ouvrir et confirmer sur ordre de leurs correspondants étrangers des crédits documentaires en faveur des exportateurs résidant au Congo si l'exportation est couverte par un modèle "E" et si les conditions du crédit ainsi que la monnaie en laquelle il est libellé sont conformes aux modalités de paiement figurant sur le modèle "E".

La couverture des crédits documentaires doit être versée au plus tard dans les quinze jours de la réception des documents commerciaux par le correspondant étranger. Ce délai peut toutefois être porté à 45 jours lorsque les crédits documentaires sont mobilisables au moyen de traites tirées à un certain délai de vue.

2) Crédit à l'étranger

L'exportateur bénéficiant d'un crédit à l'étranger doit céder à une banque agréée, dans les 8 jours de l'encaissement des devises, les monnaies étrangères représentant le montant du crédit reçu.

C) Emargement des documents, attestation d'emargement et destination des volets

1) Emargement

Les banques agréées doivent mentionner au verso des volets roses et verts des modèles "E" :

- les crédits documentaires ouverts d'ordre d'importateurs étrangers,
- les encaissements reçus conformément aux "engagements de change".

2) Attestation d'emargement

Chaque fois qu'elles encaissent des devises en faveur d'un exportateur, les banques agréées doivent remplir un document

./...



intitulé "Attestation d'émargement" suivant un modèle prescrit par l'Office des Licences. Ces attestations seront transmises chaque jour au Conseil Monétaire, Département du crédit, service contrôle bancaire.

3) Destination des volets

Les banques agréées conservent les volets verts et envoient à l'Office des Licences les volets roses émargés dès qu'elles ont encaissé le prix total de la marchandise. Si, à l'expiration du délai de validité du modèle "E", la totalité du prix n'a pas été encaissé, les banques disposent de 60 jours pour justifier auprès de l'Office des Licences le défaut d'encaissement partiel des devises et pour faire parvenir les volets roses à cet organisme.

D) Contrôle de l'encaissement des devises

L'Office des Licences assure le contrôle de l'encaissement des devises. Toute différence entre la valeur de la marchandise exportée et le montant des devises encaissées devra être rapatriée ou justifiée par l'exportateur auprès de sa banque agréée dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai de validité des modèles "E".

Lorsque la différence porte sur une moins value de qualité ou de conditionnement de la marchandise, l'exportateur doit joindre au décompte un constat de qualité délivré par les correspondants de la Société Congolaise de Surveillance.

6.- DEFAULT D'UTILISATION OU UTILISATION PARTIELLE DU MODELE "E"

A) Défaut d'utilisation

Les banques agréées annulent tout modèle "E" qui n'a pas été utilisé à l'expiration du délai de validité. A cet effet, elles apposent la mention "annulé" sur les volets rose et vert ainsi que sur les volets blanc et jaune qu'elles se font remettre par l'exportateur au plus tard à l'expiration du délai de validité du modèle "E".

Les banques agréées envoient directement à l'Office des Licences les volets, jaune, rose et blanc.

B) Utilisation partielle

L'exportateur doit préciser à l'Office des Licences, par l'intermédiaire de sa banque agréée, le bureau douanier qui a retenu le modèle "E" en cause ainsi que la quantité de marchandise exportée à l'appui de ce modèle "E".

./... 

7. - RETROCESSION EN COMPTE "RESIDENT : MONNAIE ETRANGERE",
OUVERT AU NOM DES EXPORTATEURS, D'UNE QUOTE-PART DES
DEVISES RAPATRIEES

A) Ouverture de comptes "Résident : Monnaie Etrangère"

Les banques agréées sont autorisées, avec l'accord préalable du Conseil Monétaire, à ouvrir aux exportateurs des comptes "Résident : Monnaie Etrangère" (R.M.E.). Il ne sera ouvert qu'un seul compte par exportateur.

B) Fonctionnement des comptes "Résident : Monnaie Etrangère"

1) Crédit

a) Rétrocessions

Les comptes "R.M.E." peuvent être crédités :

- de la rétrocession par les banques agréées de 25% des devises rapatriées par l'exportateur,
- éventuellement des rétrocessions faites par les firmes exportant les produits du titulaire du compte "R.M.E." et bénéficiant d'un accord signé par le Conseil Monétaire.

b) Modalités d'application

En vertu d'un accord signé par le Conseil Monétaire, les banques agréées achètent aux exportateurs au cours acheteur les devises que ceux-ci rapatrient et leur en rétrocèdent 25% au cours vendeur.

L'exportateur qui n'a pas rapatrié ses recettes dans les délais de validité du modèle "E" perd le bénéfice de la rétrocession sur ces montants sauf dans le cas du rapatriement d'un complément au-delà du montant fixé sur le modèle "E".

Les rétrocessions s'effectuent sans frais c. à d. sans perception de redevances au profit de l'Office des Licences ou de taxe d'intervention au bénéfice des banques agréées.

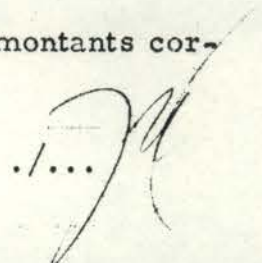
Si la banque agréée qui a acheté les devises rapatriées n'est pas la banque qui a ouvert le compte "R.M.E.", elle doit, sur ordre de l'exportateur, céder à cette dernière les devises qui font l'objet de la rétrocession.

2) Débit

a) Quote-part librement utilisable, quote-part réservée et rétrocessions

Les comptes "R.M.E." peuvent être débités des montants correspondant :

1....



- à une quote-part librement utilisable,
- à une quote-part réservée,
- éventuellement aux rétrocessions en faveur des firmes au nom desquelles le titulaire du compte exporte les produits sous réserve d'un accord du Conseil Monétaire.

b) Modalités d'application

(1) Quote-part librement utilisable

La quote-part librement utilisable est fixée par le Conseil Monétaire.

Elle est destinée à couvrir les dépenses de rémunération du personnel étranger, les charges sociales y afférentes, les frais de stage à l'étranger du personnel congolais, les paiements d'intérêts obligataires ainsi que les frais d'assistance technique.

L'exportateur, son personnel de nationalité étrangère ainsi que leur famille s'engagent à ne plus introduire de demande d'autorisation d'achat de devises modèle "V".

(2) Quote-part réservée

La quote-part réservée est également fixée par le Conseil Monétaire. Elle ne peut être utilisée que pour le paiement :

- des billets de passage aériens et maritimes émis au départ de la République du Congo, de l'aérodrome de Maya-Maya ou de Bujumbura au bénéfice du personnel de nationalité étrangère,
- des frais de location de machines I. B. M.,
- des importations de biens de consommation réservés aux besoins de la main d'oeuvre congolaise ainsi que de biens exclusivement destinés au maintien de l'activité exportatrice.

La part affectée aux importations constitue un minimum : l'importateur peut l'augmenter jusqu'à concurrence des sommes rétrocédées.

La quote-part réservée pour les billets de passage ou les frais de location de machines I. B. M. ne peut être utilisée que par versement, en faveur de comptes "R. M. E." ouverts dans les livres des banques agréées au nom d'I. B. M., de compagnies de transport ou d'agences de voyage.

Le personnel de nationalité étrangère ne peut introduire, même à titre individuel, des demandes de dérogation pour les paiements en francs congolais de frais de voyages internationaux.

./...



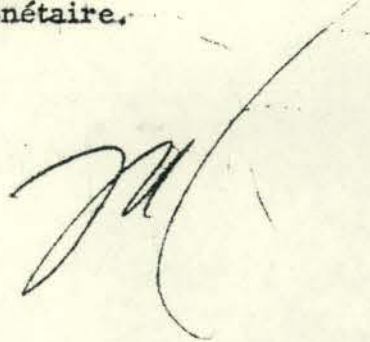
Les importations sont soumises aux règles du régime dit "Licence sans paiement",

Dans la case "modalité de paiement" du modèle "I" mention sera faite : "par utilisation de nos avoirs en compte : "Résident Monnaie Etrangère"".

(3) Rétrocession à d'autres firmes

Les rétrocessions en faveur des firmes au nom desquelles le titulaire du compte exporte les produits se feront au profit de comptes "R.M.E." ouverts au nom de ces firmes dans les livres des banques agréées, sauf dispositions particulières prises par le Conseil Monétaire.

=====



SECTION 2. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Des dispositions particulières sont prévues pour les exportations avec mise en consignation à l'étranger, les exportations temporaires ainsi que les ventes intérieures avec transit à l'étranger.

Les règles générales énoncées à la section 1 sont applicables pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions ci-dessous.

Par. 1. - Exportations de marchandises avec mise en consignation à l'étranger

A) Domaine d'application

Peuvent être exportés avec mise en consignation en territoire étranger les produits agricoles suivants :

- le café,
- le cacao,
- le caoutchouc,
- le coton,
- le bois,
- le thé,

page 18 : circulaire n° 172

SECTION 2. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Sont assimilées aux ventes en consignation les ventes sur teneur des minerais de métaux non ferreux suivants :

- cassitérite,
- minerai de germanium,
- minerai de manganèse,
- minerai de Tantale Niobium,

Par. 1. - Exportations de marchandises avec mise en consignation à l'étranger

- minerai de zinc,
- minerai de Beryllium glucinium,

- minerai concentré aurifère,
- minerai de Wolfram,
- scories tantalifères,
- tous les minerais mixtes dont l'étain-wolfram, l'étain-tantale.

B) Etablissement du modèle "E"

L'exportateur fait figurer dans la partie supérieure de la case 6, du modèle "E" la mention "destination provisoire consignation ... (lieu de destination provisoire)". Dans la partie inférieure de la case 8,

il inscrit une valeur estimative, et dans la case 9, il appose la mention

"à déterminer". Les ventes en consignation les ventes sur teneur des minerais de métaux non ferreux suivants :

- minerai de germanium,
- minerai de manganèse,

C) Validation par les banques agréées

Avant de valider les modèles "E", les banques agréées doivent exiger que les connaissements maritimes et les polices d'assurances soient établies à leur ordre et que les originaux de ces documents leur soient transmis.

D) Durée de validité du modèle "E"

Pour le thé ou les minerais de métaux non-ferreux, la durée de validité peut-être portée à 6 mois.

E) Renseignements complémentaires

Dès que l'exportateur a connaissance de la destination finale de la marchandise, du montant et des modalités de paiement, il fait compléter les cases 6, 7, 8 et 9 des volets rose et vert détenus par la banque agréée qui a validé le modèle "E". Celle-ci informe à son tour l'Office des Licences des mentions à apporter sur les volets détenus par cet office.

F) Compte de vente

Lors du rapatriement final du produit de la vente, l'exportateur doit fournir un compte de vente à l'Office des Licences par l'intermédiaire de sa banque agréée ainsi qu'une copie certifiée conforme de la facture du consignataire à l'acheteur.

Si l'examen de ces comptes de vente par comparaison avec les prix pratiqués pour des contrats fermes portant sur des produits de même nature et de même qualité fait apparaître une différence appréciable, le taux de rétrocession pourra être réduit ou supprimé.

Par. 2. - Exportations temporaires

A) Domaine d'application

L'exportation temporaire est autorisée notamment pour la réparation ou la révision de matériel tels que moteurs, appareils ou machines.

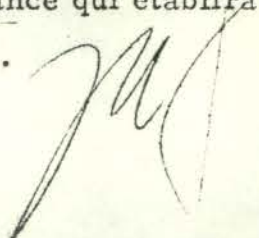
B) Introduction d'un modèle "ET" auprès d'une banque agréée

Toute personne qui désire exporter temporairement un bien doit introduire auprès d'une banque agréée un modèle "ET", intitulé "Autorisation d'Exportation temporaire". Ce modèle est fourni par l'Office des Licences aux banques agréées et revendu par celles-ci au prix fixé par l'Office des Licences.

C) Garantie bancaire

Lors de l'introduction du modèle "ET", l'exportateur doit déposer en banque une somme au moins égale à la valeur du bien exporté telle qu'elle est estimée par la Société Congolaise de Surveillance qui établira

11...



à cet effet un certificat. Le dépôt de l'exportateur peut être remplacé par une caution bancaire du même montant. La banque atteste sur le modèle "ET" qu'elle a reçu cette garantie ou qu'elle s'est portée caution. Le remboursement de la garantie ne pourra avoir lieu qu'après la récupération du matériel.

D) Validation par l'Office des Licences

La banque agréée transmettra sous couvert d'un bordereau numéroté le modèle "ET" à l'Office des Licences. La demande signée par le Directeur de l'Office des Licences ou par un de ses délégués et numérotée par ordre est considérée comme validée. Elle vaut "Autorisation d'exportation temporaire" dans les délais, formes et conditions de la dite autorisation. Elle est personnelle.

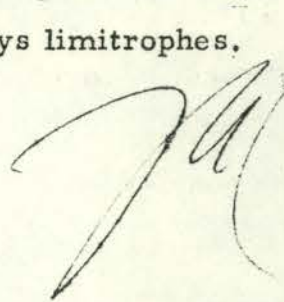
E) Destination des volets

La destination des volets est précisée par des instructions écrites sur chacun de ceux-ci.

Par. 3.- Ventes intérieures avec transit à l'étranger

Le modèle "ET" est également utilisé pour les ventes à l'intérieur du territoire avec transit par les pays limitrophes.

=====



SECTION 3. - EXPORTATIONS NON SOUMISES AUX FORMALITES DES
DISPOSITIONS GENERALES OU PARTICULIERES

Ne sont pas soumises aux formalités des dispositions générales
ou particulières les exportations et réexportations :

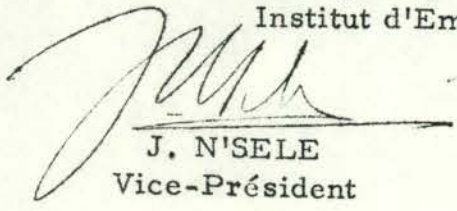
- des échantillons sans valeur,
- des bagages et objets personnels des voyageurs,
- des marchandises dont la valeur à la frontière n'excède pas
9.000, - F.C. par commande et par envoi.

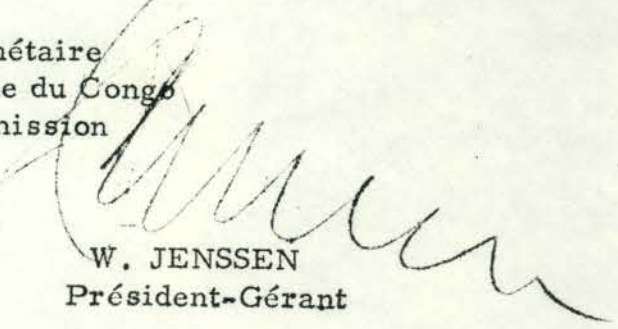
Ce texte annule :

- a) les articles des instructions spéciales :
27 à 57 - 75 à 85
92 à 96 pour ce qui y est dit des exportations.
- b) les circulaires du Conseil Monétaire :
n°s 45 - 60 - 87 - 117 - 129 - 147 - 149 - 156 - 162
- c) les circulaires de l'Office des Licences :
n°s 4 - 12 - 16 - 22 - 23 - 28 - 35 - 36 - 37 - 39 - 41

Léopoldville, le 2 mars 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


J. N'SELE
Vice-Président


W. JENSSEN
Président-Gérant